

(vidéo) Didier Raoult : « Il y a changement de profil des cas. »

Resté en retrait de ses collaborateurs, dans <u>les dernières vidéos publiées par la chaîne You tube de patron de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille</u> depuis près d'un mois, <u>le professeur Didier Raoult</u> sort de son silence et vient de publier un nouveau point sur la pandémie de Covid-19.

« Avec l'ampleur du dépistage généralisé, on constate un changement de profil des cas. Maintenant il s'agit presque exclusivement de sujets jeunes alors que cela n'était pas du tout le cas auparavant. Il y a une baisse de la moyenne d'âge qui est considérable, mais du coup il a y une mortalité quasi-inexistante »

« Une mortalité quasi-inexistante. »

Ainsi, depuis le dernier décès enregistré au sein de l'IHU le 5 juin dernier, l'institut phocéen a diagnostiqué 470 cas pour un seul décès (d'une personne arrivée en grande détresse respiratoire et pour laquelle il n'y avait plus grand-chose à faire), soit un taux de mortalité de 0,2 %.

- « La forme actuelle de la pandémie est à un niveau parmi les plus bas de toutes les infections respiratoire, poursuit l'infectiologue. Je ne suis donc pas particulièrement inquiet par cette situation. »
- « En revanche, il est vrai qu'il y a des foyers que nous découvrons. Parfois liés à des contaminations par matière fécale, ce que nous n'avions pas eu l'occasion de voir jusqu'à présent. Ce qui apparaît également, c'est que beaucoup de ces jeunes ont été infectés dans des 'bars tardifs', transformés en boîtes de nuit, favorisant la disparition des distanciations sociales. » Preuve de ces comportements, Didier Raoult constate dans le même temps une recrudescence des maladies sexuellement transmissibles liées à ces rapprochements.

« La meilleure prévention, c'est la précocité des tests. »

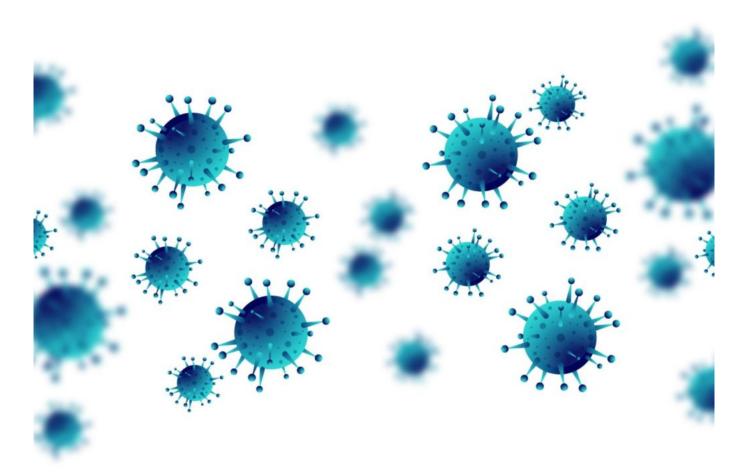
S'appuyant sur les travaux d'un confrère parisien, le professeur Raoult estime que le seul moyen de prévention permettant une diminution significative de la mortalité c'est la précocité de la mise en place des tests généralisés qu'il réclamait depuis le début.

« En France on avait du retard, mais ce n'est plus la cas. Désormais on fait des centaines de milliers de tests par jour. Du coup, on détecte les gens beaucoup plus tôt et on peut mieux les prendre en charge



ensuite. » Soit l'exacte opposé de ce qui a été fait au début de cette crise sanitaire : « lors de la vague d'épidémie que nous venons de connaître nous avions entre un tiers et la moitié des gens qui rentraient directement en réanimation. Cela veut dire qu'ils n'avaient pas été diagnostiqué jusqu'à la dernière minute. C'est ce qui explique une grande partie de la mortalité. »

Isle-sur-la-Sorgue : 1 cas de Covid-19 chez 'Esprit J'



Un cas positif de Covid-19 a été détecté parmi des jeunes ayant participé à une sortie organisée le 30 juillet par l'accueil jeunes 'L'Esprit J' à l'Isle-sur-la-Sorgue. « La réactivité de la commune et de

25 octobre 2025 |



Ecrit par le 25 octobre 2025

l'association a permis à l'Agence régionale de santé (ARS) de mettre immédiatement en œuvre l'ensemble des mesures de 'contact tracing' et de mise à l'isolement », expliquent les services de la préfecture de Vaucluse. 'L'Esprit J, une structure d'accueil pour les jeunes de 12 à 17 ans, a été fermé jusqu'à nouvel ordre afin de procéder à une désinfection totale des locaux et des véhicules. Les familles des 5 adolescents ayant été en contact direct avec le jeune testé positif ont été invitées à effectuer un test de dépistage. Le personnel du centre ainsi que les jeunes ayant été en contact vont être dépistés. L'ARS rappelle que seules les personnes qui ont eu un contact direct avec un cas avéré de Covid 19 sont considérées comme des cas contact. Un nouveau point de situation sera fait dans les jours à venir.

Covid 19 : la commission d'enquête du Sénat part en vacances, pas le virus



Alors que les signes de reprise de la pandémie se multiplient en France et aussi dans le <u>Vaucluse</u>, après un mois d'auditions de terrain, la commission d'enquête sénatoriale sur le Covid-19 vient d'annoncer qu'elle reprendra ses travaux en septembre.



Constituée le jeudi 2 juillet 2020, cette commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion, présidée par le sénateur vauclusien LR (Les Républicains) Alain Milon, a entendu 37 personnes au cours de 9 auditions communes d'une durée totale de plus de 25 heures. Ces premières auditions avaient pour objectif « d'examiner la réponse à la crise au plus près des populations et des territoires et de voir dans quelle mesure cette réponse a été adaptée à leur situation, notamment en fonction de leur calendrier d'entrée dans la crise », explique la sénatrice du Jura, rapporteur de la commission. « Nous ne sommes pas sortis de la crise, l'objet de notre étude évolue au fil de nos travaux, le triptyque de la gestion d'une crise épidémique 'tester, tracer, isoler'» doit être concrétisé dans la durée », complète Alain Milon.

La question des Ehpad traitée en septembre

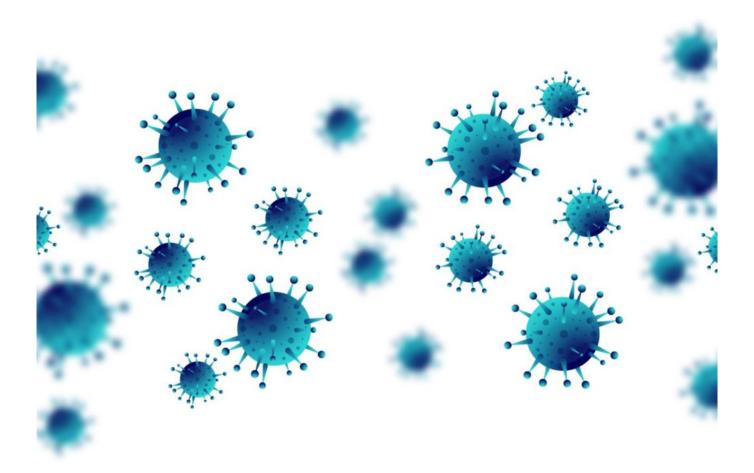
Une fois la pause aoutienne terminée, la commission consacrera ses travaux de la première semaine de septembre aux personnes âgées en Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et à domicile, aux questions éthiques et à l'audition des ordres professionnels, des fédérations hospitalières et de la direction générale de l'offre de soins du ministère des solidarités et de la santé. Elle poursuivra ensuite ses travaux tout au long du mois de septembre et en octobre. Le président du conseil scientifique, les experts scientifiques, les anciens ministres de la santé, l'actuel et les anciens directeurs généraux de la santé et la directrice générale de Santé publique France seront entendus au cours de la semaine du 15 septembre.

Covid-19 : de nouvelles hospitalisations en réanimation en Vaucluse

25 octobre 2025 |



Ecrit par le 25 octobre 2025



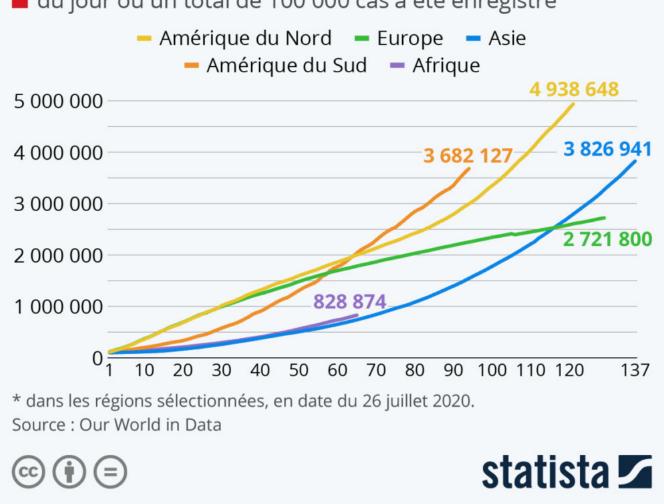
La préfecture de Vaucluse vient d'indiquer qu'elle constatait « une tendance à la dégradation de la situation » liée au Covid-19 dans le département. En effet, il y a désormais 8 patients hospitalisés, dont 2 en réanimation, ce qui n'était plus arrivé depuis le 2 juin 2020. Rappelons qu'à ce jour, 44 personnes testées positives au Covid-19 sont décédées en Vaucluse, dont 38 en milieu hospitalier et 6 en Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Les trajectoires de l'épidémie dans le monde



Les trajectoires de l'épidémie dans le monde

Nombre cumulé de cas de Covid-19 diagnostiqués à partir du jour où un total de 100 000 cas a été enregistré *



La pandémie de Covid-19 continue de s'étendre dans le monde avec plus de cinq millions de nouveaux cas détectés depuis début juillet, soit plus du tiers du total des cas déclarés depuis le début de l'épidémie. Bien entendu, la capacité de dépistage de ce nouveau virus a globalement augmenté depuis les mois de février et de mars, mais ces chiffres renseignent tout de même sur la dynamique en cours dans plusieurs régions du monde.





Comme le montre l'infographie de <u>Statista</u> basée sur les données d'<u>Our World in Data</u>, le continent américain est actuellement le plus touché et également celui où le nombre de nouveaux cas détectés augmente le plus vite. On dénombre à ce jour près de 5 millions de cas en Amérique du Nord, dont 4,2 millions rien qu'aux États-Unis. L'Amérique du Sud enregistre quant à elle 3,7 millions de cas, soit presque autant qu'en Asie, où la population est environ dix fois plus nombreuse. En Europe, le nombre de cas diagnostiqués depuis fin décembre s'élève à plus de 2,7 millions et la trajectoire de la courbe épidémique illustre le ralentissement global des contaminations. Si le niveau de contamination est toujours considéré comme « sûr » dans la plupart des pays européens, l'Europe se tient toutefois sur ses gardes face à une augmentation du nombre de cas observée dans plusieurs pays ces dernières semaines.

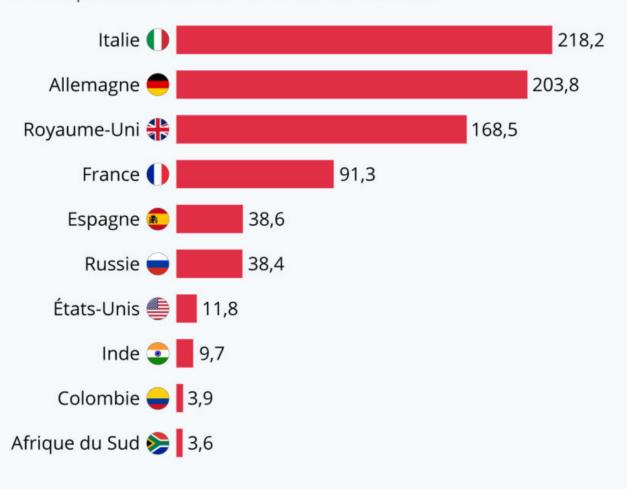
De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

Covid-19 : le nombre de tests réalisés est-il suffisant ?



Combien de tests pratiqués pour un cas détecté

Nombre quotidien de tests de dépistage réalisés pour chaque nouveau cas de Covid-19 confirmé *



* Moyenne mobile sur 7 jours en juillet 2020 (France : jusqu'au 11 juillet, Allemagne: 12, Espagne: 16, Italie: 20, pays restants: 19)

Source: Our World in Data













Une autre façon d'examiner la capacité de dépistage d'un pays par rapport à l'ampleur de l'épidémie consiste à regarder combien de tests sont effectués pour trouver un cas de Covid-19. Cet indicateur permet notamment de renseigner sur la dynamique épidémique et sur l'adéquation entre le volume de tests pratiqués et la situation sanitaire. Les pays qui présentent un faible ratio de tests par cas confirmé ont ainsi peu de chance de mener une campagne de dépistage suffisamment étendue pour identifier l'ensemble des contaminations. Selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la référence pour une politique de tests adéquate se situe entre 10 à 30 tests quotidiens par cas confirmé.

Comme le montre le graphique de <u>Statista</u> basé sur les données d'<u>Our World in Data</u>, aux États-Unis, où le rebond épidémique peine à ralentir, le niveau de dépistage est actuellement tout juste en phase avec la référence communiquée par l'OMS. En comparaison et compte tenu de la dynamique épidémique actuelle dans la région, cet indicateur est bien plus élevé en Europe : près de 39 tests pour trouver un cas de Covid-19 en Espagne, 91 tests en France et plus de 200 tests en Italie et en Allemagne. Parmi les pays où le ratio est inférieur à 10, on retrouve actuellement plusieurs pays d'Asie du Sud, d'Amérique du Sud et d'Afrique.

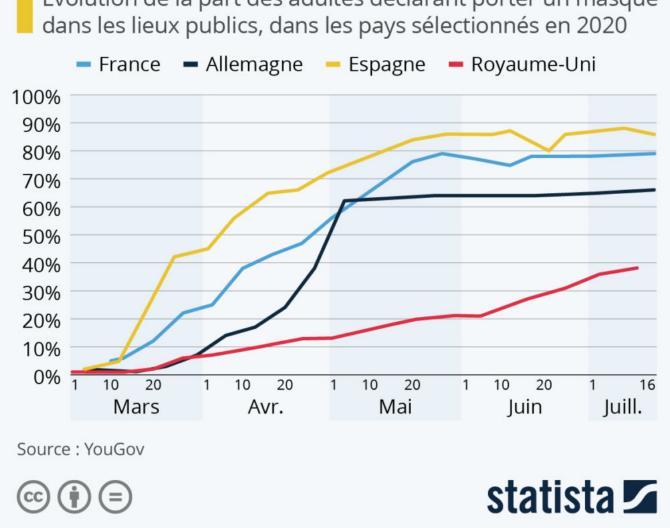
De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'adoption du port du masque dans les lieux publics



L'adoption du port du masque en public

Évolution de la part des adultes déclarant porter un masque



Alors que de nombreux pays européens, dont la France, ont étendu l'obligation de porter un masque dans l'ensemble des lieux publics clos, les données de YouGov suggèrent que les Français avaient déjà en grande majorité adopté l'habitude de les porter en public. Le 16 juillet, soit avant l'entrée en vigueur de la nouvelle règle, huit Français sur dix déclaraient porter un masque dans les lieux publics. Comme le

montre l'infographie publiée par Statista, cette pratique était encore très marginale juste avant le

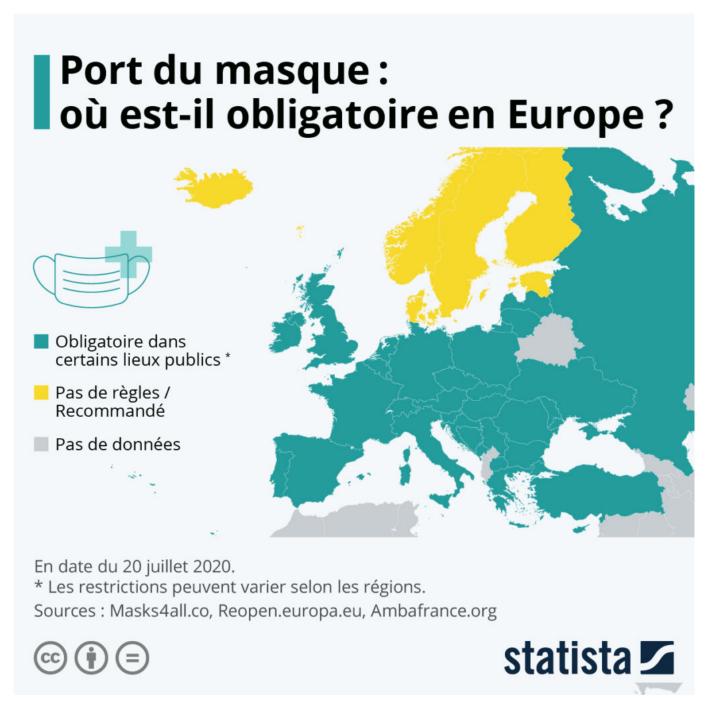


confinement, puisqu'elle ne concernait que 6 % des Français le 13 mars. Le port du masque en public s'est ensuite progressivement généralisé pour toucher plus de la moitié de la population début mai. Comparée à ses voisins européens, la France est, avec l'Espagne et l'Italie, parmi les pays où le taux d'utilisation des masques est le plus élevé. Mi-juillet, ils n'étaient par exemple que 66 % à avoir adopté cette pratique en Allemagne et même seulement 38 % au Royaume-Uni.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Port du masque : où est-il obligatoire en Europe ?





Le port du masque est désormais obligatoire en France dans les lieux publics clos depuis le 20 juillet et sous peine d'une amende de 135 €, selon une liste dévoilée par le ministre de la Santé. En plus des transports en commun, où la mesure s'applique déjà depuis le 11 mai, les nouveaux lieux concernés regroupent, entre autres, les restaurants et débits de boissons, magasins, bibliothèques, gares, églises, marchés couverts et salles de sport.

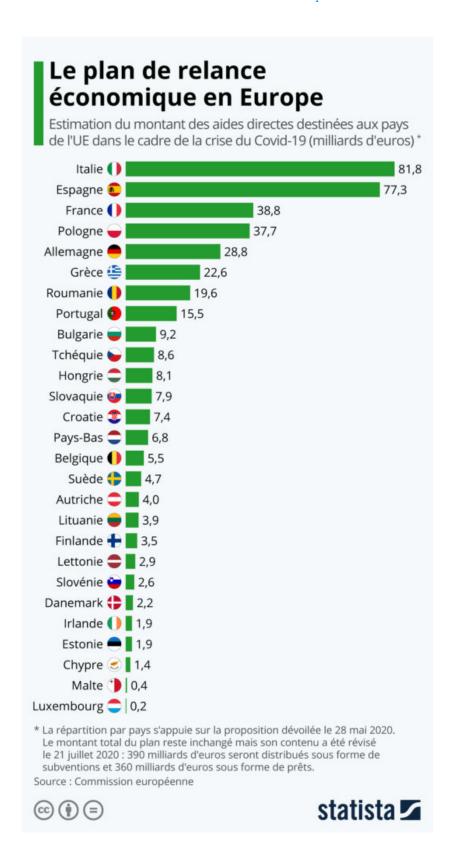


D'autres pays européens ont également récemment étendu l'obligation de porter un masque dans les espaces publics clos, comme la Belgique, la Croatie et prochainement l'Angleterre à partir du 24 juillet. Le même genre de consignes s'applique également en Italie, en Allemagne et dans certaines régions espagnoles, où l'obligation concerne parfois même la voie publique comme en Catalogne et aux Baléares. Comme le montre l'infographie publiée par <u>Statista</u>, très rares sont désormais les pays européens où aucune obligation de porter un masque n'a été décrétée dans les lieux publics. Il s'agit de quelques pays d'Europe du Nord, parmi lesquels : le Danemark, la Suède, l'Islande ou encore l'Estonie.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

Le plan de relance économique en Europe









Au terme de longues négociations, les dirigeants européens sont finalement arrivés à un accord sur le plan de relance économique de l'Union européenne qui prévoit un fonds de 750 milliards d'euros. Il se compose notamment de 390 milliards de subventions, qui seront allouées aux Etats les plus frappés par la pandémie, ainsi que de 360 milliards d'euros qui seront disponibles sous forme de prêts. Selon Bruno Le Maire, la France pourrait obtenir environ 40 milliards d'euros d'aides directes, ce qui correspond avec le chiffre de la répartition qui avait été divulguée fin mai par la Commission européenne. L'infographie de Statista, qui se base sur ces données, donne ainsi une estimation du montant des subventions qui devraient être accordées à chaque Etat membre, en attendant que les montants définitifs soient publiés. Les aides économiques devraient être les plus élevées pour les pays du sud de l'Europe, dont certains étaient déjà en difficultés économique avant le début de la pandémie.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**